



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE  
AUPRES DE L'O.S.C.E

**HDIM 2017 - Session de travail 5 :**  
**Egale participation à la vie politique et publique (sujet spécial)**  
**Intervention de la délégation française**

La France est bien sûr alignée sur la déclaration de l'UE sur l'égalité participation à la vie politique et publique et remercie l'Espagne de l'avoir lue au nom de tous les Etats membres et des délégations alignées.

La lutte contre toutes les formes de discriminations, qu'elles soient basées sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, constitue un axe fondamental de notre politique étrangère des droits de l'Homme.

La promotion et le respect des droits fondamentaux, la liberté d'accéder à l'information, d'exprimer ses opinions, de se réunir ou de s'associer, sont un prérequis à la participation de tous à la vie politique et publique.

La France n'est pas épargnée par les inégalités de fait entre les hommes et les femmes bien que la loi les combatte vigoureusement. Toutefois, nous avons récemment enregistré quelques progrès notamment en matière de participation politique des femmes. Les femmes représentent aujourd'hui 38,8 % de l'Assemblée nationale, un record. Sous la législature précédente le chiffre était de 27%.

La France déplore que dans un trop grand nombre de pays encore, y compris dans la zone OSCE, les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) continuent d'être victimes de harcèlement, d'actes de torture, d'arrestations arbitraires, en toute impunité. Toutes les personnes doivent pouvoir bénéficier de la même protection de ces droits, sans discrimination, dans le respect des droits de l'Homme tels que reconnus dans les textes internationaux. La France soutient aussi le combat mené en ce sens par les défenseurs des droits de l'homme.

Enfin, les élections libres et transparentes étant le point de départ pour l'égalité participation dans la vie publique et politique, nous souhaitons saluer le travail du BIDDH en matière d'observation électorale et le remercier pour le dernier rapport sur la France. Des recommandations ont été émises à l'issue des dernières élections présidentielles françaises, notamment en matière de financement de notre campagne électorale, que nos autorités examineront avec attention.